



Commission d'accès aux et de
réutilisation des documents
administratifs

Section publicité de l'administration

17 février 2020

AVIS n° 2020-16

CONCERNANT LA RECEPTION D'UNE COPIE
DES LISTES CONTENANT UN BREF EXPOSE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
SUR DES QUESTION RELATIVES A LA POLICE
LOCALE

(CADA/2020/5)

1. Aperçu

1.1. Par courriel du 21 décembre 2019, Monsieur X, demande auprès du Gouverneur de la province de Liège de lui fournir une copie des « listes contenant un bref exposé des délibérations du conseil communal sur des question relatives à la police locale, ainsi que celles du conseil de police » que la Zone de Police Vesdre a dû lui transmettre conformément à l'article 85 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' à partir d'octobre 2018 jusqu'à ce jour.

1.2. N'ayant reçu une réaction, le demandeur réitère sa demande avec un courriel du 10 janvier 2020.

1.3. Avec un courriel du 17 janvier 2020 le Gouverneur de la province de Liège envoie en annexe la totalité des documents en sa possession.

1.4. Par courriel du 28 janvier 2020 le demandeur répond qu'il a seulement reçu les ordres du jour des Conseils de police de la Zone Vesdre (et de quelques séances du Collège) et que ces documents ne répondent pas à sa demande.

1.5. Par courriel du 31 janvier 2020 le Gouverneur de la province de Liège répond qu'il s'étonne et explique que l'obligation créée par l'article 85 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', à laquelle le demandeur fait référence n'est soumise à aucune sanction et n'empêche nullement le travail de tutelle.

1.6. Par courriel du 1 février 2020 le demandeur introduit « une demande de reconsidération » au gouverneur de la province de Liège. Par courriel du 1 février 2020, il s'adresse à la Commission d'accès aux et de réutilisation des documents administratifs, section publicité de l'administration, ci-après la Commission, pour obtenir un avis.

2. La recevabilité de la demande d'avis

Dans un courriel en date du 28 janvier 2020, le demandeur a exprimé son insatisfaction quant au fait de ne pas avoir eu accès aux documents administratifs demandés, ce qui doit être compris comme la demande de reconsidération au sens de l'article 9, § 1^{er} de la loi du 12 novembre 1997 'relative à la publicité de l'administration dans les provinces et des

communes' (ci-après : la loi du 12 novembre 1997). Le demandeur doit, simultanément à sa demande de reconsidération, adresser une demande d'avis à la Commission. Il ne l'a toutefois pas fait. La Commission accepte toutefois qu'il est satisfait à la condition légale de simultanéité lorsque le demandeur introduit une nouvelle demande de reconsidération auprès de l'autorité administrative fédérale concernée et introduit au même moment une demande d'avis auprès de la Commission dans le délai de trente jours après la demande initiale de reconsidération, de sorte que la Commission est compétente pour donner suite à cette demande d'avis.

3. Le bien-fondé de la demande d'avis

3.1. La question de compétence

L'article 32 de la Constitution comprend une règle répartitrice de compétences. Il prévoit que chaque législateur est compétent pour réglementer de manière générale la publicité d'une administration en ce qui concerne ses propres services et instances. Par ailleurs, il appartient à chaque législateur de fixer, dans le cadre de sa compétence matérielle, les motifs d'exception valant pour toutes les autorités administratives, et donc également pour des autorités administratives autres que celles qui relèvent de la compétence du législateur concerné. Par ailleurs, la seule limitation à cette compétence est celle qui impose que les motifs d'exception relèvent de la compétence matérielle de l'autorité concernée. Il n'est donc pas nécessaire qu'un autre lien existe entre le document administratif sur lequel porte le motif d'exception et l'autorité qui a fixé celui-ci que le préjudice, que la publicité du document peut porter aux intérêts de cette autorité (C.E., avis L.38.943/2/V, 5 septembre 2005, *doc. parl.* Parl. w., 2005-2006, n°309/1, 20-21 et C.E., avis n°39.823/3, *Doc. parl.* Chambre, 2005-2006, n°51.2511/001, 64-65).

Le législateur fédéral a concrétisé sa compétence pour réglementer la publicité de l'administration dans la loi du 11 avril 1994 'relative à la publicité de l'administration' (ci-après : la loi du 11 avril 1994) et dans la loi du 12 novembre 1997. La première loi est d'application aux autorités administratives fédérales et à toutes les autorités administratives en ce qui concerne les motifs d'exception repris à l'article 6, § 1^{er} et 2 de cette loi. La loi du 12 novembre 1997 s'applique aux autorités administratives provinciales et communales. Cela ne vaut que dans la mesure où le législateur fédéral est habilité pour organiser ces instances.

En effet, chaque législateur est compétent pour fixer les règles de procédure pour les instances pour lesquelles il définit les règles organiques, en ce qui concerne l'accès aux documents administratifs. La loi spéciale du 13 juillet 2001 'portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés' modifie l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' au sens où les régions sont en principe compétentes pour « la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales » et donc pour la définition des règles de procédure applicables à une demande d'accès à des documents administratifs auprès d'une administration provinciale pour les documents administratifs qui sont en sa possession et pour introduire un recours en cas de décision de refus. Sur ce plan, le législateur fédéral n'a gardé ses compétences que dans la mesure où les compétences en matière d'organisation et de fonctionnement des communes n'ont pas été transférées aux régions.

Dans ce contexte, l'article 6, § 1^{er}, VIII, alinéa 1^{er}, 1^o, de la spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles prévoit ce qui suit:

« VIII. En ce qui concerne les pouvoirs subordonnés :

1^o la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions provinciales et communales et des collectivités supracommunales, à l'exception :

- des règles inscrites dans la loi communale, la nouvelle loi communale, la loi électorale communale, la loi organique des centres publics d'aide sociale, la loi provinciale, le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux en vertu de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la nouvelle loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux, telle que modifiée par la loi spéciale du 19 juillet 2012;
- des règles inscrites dans les articles 5, 5bis, 70, 3^o et 8^o, 126, deuxième et troisième alinéa, et le titre XI de la loi provinciale ;

- des règles inscrites dans les articles 125, 126, 127 et 132 de la nouvelle loi communale, dans la mesure où elles concernent les registres de l'état civil ;
- de l'organisation de et de la politique relative à la police, en ce compris l'article 135, § 2, de la nouvelle loi communale, et aux services d'incendie ;
- des régimes de pension du personnel et des mandataires.

Les régions exercent cette compétence, sans préjudice des articles 279 et 280 de la nouvelle loi communale.

Les conseils communaux et, dans la mesure où ils existent, les conseils provinciaux ou les conseils des collectivités supracommunales, règlent respectivement tout ce qui est d'intérêt communal, provincial ou supracommunal; ils délibèrent et statuent sur tout ce qui leur est soumis par l'autorité fédérale ou par les communautés.

Les gouverneurs des provinces, le vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, l'adjoint du gouverneur de la province de Brabant flamand, les commissaires d'arrondissement et les commissaires d'arrondissement adjoints sont nommés et révoqués par le gouvernement de région concerné, sur l'avis conforme du Conseil des Ministres. Lorsque les institutions provinciales sont supprimées, cela ne porte pas préjudice à la fonction des gouverneurs de province. Si une région supprime les institutions provinciales, le gouverneur a, dans son ressort territorial, la qualité de commissaire de gouvernement de l'Etat, de la communauté ou de la région.

Lorsqu'un gouvernement de région ou de communauté demande des informations contenues dans les registres de l'état civil, l'officier de l'état civil donne immédiatement suite à cette demande ;

2° le changement ou la rectification des limites des provinces, des collectivités supracommunales et des communes, à l'exception des limites des communes citées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matières administratives, coordonnées le 18 juillet 1966, et des communes de Comines-Warneton et de Fourons ;

3° la composition, l'organisation, la compétence et le fonctionnement des institutions des agglomérations et des fédérations de communes, sauf pour les communes citées à l'article 7 des lois sur l'emploi des langues en matières administratives, coordonnées le 18 juillet 1966, et les communes de Comines-Warneton et de Fourons ;

4° l'élection des organes provinciaux, supracommunaux, communaux et intracommunaux, ainsi que des organes des agglomérations et fédérations

de communes, en ce compris la réglementation et le contrôle des dépenses électorales y afférentes et l'origine des fonds qui y ont été affectés :

a) à l'exception des règles inscrites dans la loi communale, la nouvelle loi communale,² la loi électorale communale, la loi organique des centres publics d'aide sociale, la loi provinciale, le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux en vertu de la loi du 9 août 1988 portant modification de la loi communale, de la nouvelle loi communale, de la loi électorale communale, de la loi organique des centres publics d'aide sociale, de la loi provinciale, du Code électoral, de la loi organique des élections provinciales et de la loi organisant l'élection simultanée pour les chambres législatives et les conseils provinciaux, telle que modifiée par la loi spéciale du 19 juillet 2012 ;

b) à l'exception de la compétence exclusive du Conseil d'Etat pour statuer par voie d'arrêts sur les recours en dernier ressort en matière électorale ;

c) étant entendu que les décrets et les ordonnances ayant pour effet de diminuer la proportionnalité de la répartition des sièges par rapport à la répartition des voix doivent être adoptés à la majorité visée à l'article 35, § 3.

Les régions exercent cette compétence, sans préjudice des articles 5, deuxième et troisième alinéas, 23bis et 30bis de la loi électorale communale coordonnée le 4 août 1932, et des articles 2, § 2, quatrième alinéa, 3bis, deuxième alinéa, 3novies, deuxième alinéa, et 5, troisième alinéa, de la loi organique des élections provinciales ;

5° le régime disciplinaire des bourgmestres, étant entendu que le bourgmestre qui introduit, auprès du Conseil d'Etat, un recours en dernier ressort contre la sanction disciplinaire prononcée contre lui et qui n'est pas basée sur son inconduite notoire, mais sur le non-respect d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance, d'un règlement ou d'un acte administratif, peut demander à la chambre, selon le cas, qu'elle pose une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle, ou qu'elle renvoie l'affaire à l'assemblée générale de la section d'administration, qui vérifiera si le règlement ou l'acte administratif ne constitue pas une violation de l'article 16bis de la présente loi spéciale ou de l'article 5bis de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises; la chambre doit donner suite à cette demande; la [¹ Cour constitutionnelle]¹ ou l'assemblée générale de la section d'administration statue dans un délai de soixante jours; la chambre est tenue, pour la solution du litige, de se conformer, selon le cas, à l'arrêt de la Cour constitutionnelle ou à la décision de l'assemblée générale; le recours du bourgmestre auprès du Conseil d'Etat

est suspensif; le Conseil d'Etat statue sur le recours dans un délai de soixante jours; si le renvoi à la Cour constitutionnelle ou à l'assemblée générale est demandé, le Conseil statue dans les soixante jours de leur décision;

6° les fabriques d'églises et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus, à l'exception de la reconnaissance des cultes et des traitements et pensions des ministres des cultes ;

7° les funérailles et sépultures ;

8° les associations de provinces, de collectivités supracommunales et de communes dans un but d'utilité publique, à l'exception de la tutelle spécifique en matière de lutte contre l'incendie, organisée par la loi ;

9° le financement général des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, des collectivités supracommunales et des provinces ;

9°bis. ...

10° le financement des missions à remplir par les communes, les agglomérations et fédérations de communes, les collectivités supracommunales, les provinces et par d'autres personnes morales de droit public dans les matières qui relèvent de la compétence des régions, sauf lorsque ces missions se rapportent à une matière qui est de la compétence de l'autorité fédérale ou des communautés ;

11° les conditions et le mode suivant lesquels les organes territoriaux intracommunaux, visés à l'article 41 de la Constitution, peuvent être créés.

Les actes, règlements et ordonnances des autorités des provinces, des collectivités supracommunales, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes et des autres autorités administratives ne peuvent être contraires aux lois et aux arrêtés de l'autorité fédérale ou aux décrets et arrêtés des communautés, qui peuvent, en tout cas, charger ces autorités de leur exécution, et d'autres missions, en ce compris donner un avis, ainsi que d'inscrire au budget toutes les dépenses qu'elles imposent à ces autorités. »

Etant donné que la présente demande d'accès concerne le fonctionnement de la police, la loi fédérale du 12 novembre 1997 est d'application.

3.2 L'application de la loi du 12 novembre 1997

L'article 32 de la Constitution et la loi du 11 avril 1994 consacrent le principe du droit d'accès à tous les documents administratifs. L'accès aux documents administratifs ne peut être refusé que lorsque l'intérêt requis

pour l'accès à des documents à caractère personnel fait défaut et lorsqu'un ou plusieurs motifs d'exception figurant à l'article 6 de la loi du 11 avril 1994 peuvent ou doivent être invoqués et qu'ils peuvent être motivés de manière concrète et pertinente. Seuls les motifs d'exception imposés par la loi peuvent être invoqués et doivent par ailleurs être interprétés de manière restrictive (Cour d'Arbitrage, arrêt n° 17/97 du 25 mars 1997, considérants B.2.1 et 2.2 et Cour d'Arbitrage, arrêt n° 150/2004 du 15 septembre 2004, considérant B.3.2).

L'article 32 de la Constitution et la loi du 11 avril 1994 étant d'application, il est toutefois requis que les documents administratifs demandés soient en la possession de l'autorité administrative concernée, plus spécifiquement le gouverneur de la province de Liège. Il fait clairement savoir qu'il a fourni tous les documents relatifs à la zone de police Vesdre au demandeur et qu'il n'est pas en possession d'autres documents. Par ailleurs, il attire à juste titre l'attention sur le fait qu'il existe une obligation légale de lui fournir certains documents administratifs sur la base de la loi du 7 décembre 1998, cela ne l'autorise pas à réclamer ces documents à la zone de police concernée si un demandeur lui demande ces documents administratifs.

Dans la mesure où les documents administratifs concernés ne sont pas en la possession du gouverneur de la province de Liège, la demande d'avis est non fondée. Le demandeur a toujours la possibilité de réclamer les documents administratifs demandés auprès de la zone de police concernée.

Bruxelles, le 17 février 2020.

F. SCHRAM
secrétaire

K. LEUS
présidente